

trouve là des gens de tous les partis politiques. La question a été soulevée lors d'une récente réunion du même groupement. Je ne saurais mieux condenser les expressions d'opinions à l'égard du programme agricole du Gouvernement qu'en citant un article de fond publié dans le *Star-Phoenix* du 2 mars 1948. Voici l'article en question:

Les délégués au congrès des municipalités ont discuté le programme relatif à l'écoulement des produits agricoles. De Winnipeg, s'exerce une pression incessante en vue de convaincre les agriculteurs de la Saskatchewan qu'ils doivent exiger "le prix mondial" à l'égard de leurs céréales. Parmi ceux qui parlent du "prix mondial," bien peu cependant vont jusqu'à dire ce que, selon eux, devrait être un tel prix. On laisse toujours entendre qu'il s'agit d'un prix plus élevé que celui qui reçoit l'agriculteur de la Saskatchewan. Certains délégués ont demandé en quoi consisterait le "prix mondial." C'est alors qu'on a fait part d'une proposition par laquelle le congrès était invité à demander le "prix mondial;" de son côté, le gouvernement central, selon la proposition, devrait subventionner l'écoulement du blé sur les marchés du Canada et du Royaume-Uni, afin que l'agriculteur puisse recevoir l'équivalent du "prix mondial." La proposition a été de nouveau proposée et adoptée à une séance ultérieure, sauf une modification: elle réclamait un "prix de parité" à l'égard du blé. La discussion sur la proposition a indiqué que, dans le moment, beaucoup de délégués préfèrent des prix stables à des prix ruineux pour le consommateur.

J'appelle l'attention de l'honorable député de Souris sur ces paroles:

Certains délégués ont rappelé que si le congrès exige, aujourd'hui, le plus haut prix, il aura mauvaise grâce, dans le cas d'une chute des prix, à demander d'être protégé.

L'assemblée a rejeté sans discussion une résolution censurant l'accord quant au blé intervenu entre l'Angleterre et le Canada. Une autre délibération prise par les délégués cadre bien avec l'attitude générale des cultivateurs au sujet des céréales. Elle réclame la fermeture de la Bourse des céréales de Winnipeg et l'écoulement des céréales secondaires par l'intermédiaire de la Commission du blé. A tout prendre, les cultivateurs de la Saskatchewan approuvent le programme fromentaire du Gouvernement. Leurs représentants se sont prononcés contre toute initiative tendant à modifier l'organisation des marchés édictée depuis la fin des hostilités.

Voilà qui indique nettement, à mon avis, ce que pensent les cultivateurs de l'Ouest de l'accord sur le blé intervenu entre le Canada et le Royaume-Uni, de la Commission canadienne du blé, de la fermeture de la bourse des céréales et du présent projet de loi tendant à confier l'écoulement de l'avoine et de l'orge à la commission. Voilà ce que les porte-parole élus des cultivateurs, les représentants des municipalités de la Saskatchewan, bref, des gens de tous les partis, libéraux, conservateurs progressistes, tenants de la C.C.F., ont conclu presque à l'unanimité. Voilà qui prouve que les cultivateurs de l'Ouest favo-

risent le programme de stabilisation mis en œuvre par le régime actuel. Les adversaires de ce programme, qui ont tenté de faire valoir qu'il occasionnait des pertes aux cultivateurs, ne l'ont pas emporté au congrès. On a compris qu'il suffisait d'exiger \$3 le boisseau de blé pour en faire tomber le prix à 35c.

Je tiens à rendre hommage à la perspicacité des cultivateurs de l'Ouest. Ils n'écoutent pas cette propagande qui nous vient de Winnipeg. Ils se rappellent le passé et comprennent que, s'ils exigent maintenant le prix mondial, un moment viendra où il sera trop bas pour leur permettre de boucler leur budget. Ils désirent la stabilité et ils prennent le programme adopté par le Gouvernement en vue de leur assurer des prix stabilisés à un niveau raisonnable. Ils approuvent la loi sur le soutien des prix agricoles et, pour ma part, j'espère que le gouvernement du pays en fera un article permanent de son programme. Si l'ouvrier a droit à un salaire minimum équitable et à une certaine sécurité en retour du travail qu'il donne à son pays, le cultivateur qui produit les aliments du pays et de l'univers a également droit à un rendement minimum garanti pour son travail afin de lui permettre de faire vivre sa famille dans une certaine mesure de confort, donner l'instruction à ses enfants, fournir aux siens les soins médicaux requis et les agréments de la vie.

Tous les honorables députés voudront sans doute appuyer les mesures concrètes visant à fournir la protection et la sécurité fondamentale aux cultivateurs, car ce sont les robustes ouvriers du sol qui constituent les assises des nations. Ils nous ont aidé pendant la guerre en n'exigeant pas jusqu'au dernier sou pour leurs produits. Ils ont accepté la régie des prix et ont tout fait pour nous nourrir, nous et nos alliés. Ils ne nous feront pas défaut en ces jours de famine universelle et de nouveau ils diront, "Nous n'exigeons pas jusqu'au dernier sou." Voici ce qu'ils disent à leurs chefs: "Ne nous laissons pas entraînés à demander jusqu'au dernier sou. Rendons-nous compte que, si nous voulons un prix stable, il ne faut pas exiger le prix le plus élevé possible au moment où les prix montent, afin de ne pas avoir à accepter le prix le plus bas possible lorsque les prix baisseront."

J'approuve donc la manière dont le Gouvernement poursuit constamment un programme tendant à assurer la stabilité à la population agricole du pays; j'approuve la façon dont il procède pas à pas vers son objectif, celui d'assurer une plus grande sécurité aux cultivateurs.